

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/UKR/23/Add.1

21 mars 1997

(97-1182)

Original: anglais

ACCESSION DE L'UKRAINE

Questions et réponses additionnelles

Addendum

La Commission gouvernementale pour l'accèsion de l'Ukraine à l'OMC a communiqué au Secrétariat les réponses ci-après aux questions posées par des délégations au sujet du document WT/ACC/UKR/23.

Table des matières

<u>Secteur</u>	<u>N° des questions</u>	<u>N° des pages</u>
Obstacles techniques au commerce		
Généralités	1-10	2
Normes	11-17	5
Essais et certification	18-25	10
Licences d'importation	26-31	13
Evaluation en douane	32-33	16
Règles d'origine	34-36	16

Obstacles techniques au commerce

Généralités

Question 1

Veillez décrire en détail les lois mentionnées dans le document WT/ACC/UKR/23 et en donner la justification.

Réponse:

La base législative du système de certification obligatoire est la suivante:

- Loi n° 959-XII du 16 avril 1996 sur les activités économiques extérieures;
- Loi n° 3682-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits des consommateurs (articles 16 et 18);
- Loi n° 4004-XII du 24 février 1994 sur la protection sanitaire de la population et la protection contre les épidémies (articles 14 et 17);
- Loi n° 2695-II du 14 octobre 1992 sur la protection du travail (articles 24, 33 et 34);
- Loi n° 74/94-SR du 1er juillet 1994 sur les économies d'énergie (section III, articles 18 et 19);
- Loi du 28 janvier 1993 sur la circulation (articles 29 à 31);
- Loi n° 86/95-SR du 2 mars 1995 sur les pesticides et les produits agrochimiques (section II, articles 4 à 8);
- Loi n° 3745-sU du 17 décembre 1993 sur la protection contre l'incendie (articles 10 et 11);
- Loi n° 80/94-SR du 5 juillet 1994 sur la protection des informations dans les systèmes automatisés (section III, articles 10 et 12)
- Loi sur le transport par conduites (article 13);
- Loi sur l'utilisation de l'énergie nucléaire et la radioprotection (article 28);
- Décret du Conseil des ministres n° 46-93 du 10 mai 1993 sur la normalisation et la certification (section IV).

Les prescriptions concernant la certification obligatoire des produits visant à empêcher l'utilisation et la vente de produits dangereux pour la vie, la santé et les biens des personnes et pour l'environnement figurent dans les articles susmentionnés.

Question 2

Veillez fournir la liste de toutes les lois réglementant les produits en Ukraine. Quelle est la justification des lois (en nombre croissant) qui réglementent les produits en Ukraine?

Réponse:

Aucune loi ne réglemente le mouvement des marchandises en Ukraine. C'est pourquoi cette liste n'est pas prévue par le gouvernement ni par les organes autonomes. La question n'incombe pas aux agents économiques exerçant des activités commerciales et ils ne s'en chargent pas de leur propre chef.

Question 3

Veillez expliquer comment une interprétation et une mise en oeuvre cohérentes et uniformes de ces lois et règlements sont garanties étant donné que les lois semblent avoir une teneur très générale et qu'une bonne partie des travaux législatifs relèvent de différentes autorités.

Réponse:

Voir la réponse à la question n° 2.

Question 4

Veillez fournir davantage de renseignements sur le Conseil interdépartemental de la normalisation, de la métrologie et de la certification, en particulier sur la façon dont il est chargé "de coordonner les travaux menés ... à l'échelle nationale, régionale et locale et d'assurer la conformité et l'uniformité des activités dans chaque région", et sur ses autres tâches. Le Conseil interdépartemental peut-il revoir les anciennes normes ou se borne-t-il à préparer l'élaboration de nouvelles normes?

Réponse:

Le Conseil interdépartemental ne fonctionne pas. Sur la base de l'expérience internationale, le Conseil national de la qualité et le Conseil national de l'accréditation sont actuellement en cours de création à cette fin.

Question 5

Selon nos informations, un organisme dénommé Association de consommateurs ukrainienne a le droit d'inspecter les marchandises au point de vente, y compris le droit de saisir les marchandises "non conformes". Quel est le rôle de cet organisme?

Réponse:

En vertu de l'article 25 de la Loi sur la protection des droits des consommateurs, les citoyens ont le droit, afin de protéger leurs libertés et droits légitimes, de former librement des organisations publiques de consommateurs (unions de consommateurs). L'Association de consommateurs ukrainienne est l'une de ces organisations.

Question 6

Par quelles lois ou réglementations est-elle régie?

Réponse:

Les organisations publiques sont régies par la Loi sur les unions de citoyens. En outre, l'Association de consommateurs ukrainienne est régie par la Loi sur la protection des droits des consommateurs.

Question 7

Quels sont ses droits et obligations, en particulier quels sont ses droits en ce qui concerne la confiscation de marchandises "non conformes" et d'autres mesures liées au commerce?

Réponse:

L'article 26 de la Loi sur la protection des droits des consommateurs énonce les droits des organisations publiques de consommateurs. Ces droits sont les suivants: effectuer une expertise et des essais des marchandises (travaux et services); proposer aux autorités et aux agents économiques l'interruption temporaire de la production et de la vente de marchandises (travaux, services) qui ne satisfont pas aux prescriptions concernant la qualité, ou l'interruption de la production, de la distribution et de la vente des marchandises (travaux, services) qui présentent des risques pour la vie, la santé et les biens des personnes, etc.

En outre, la question du contrôle de la qualité et de la sécurité des marchandises (travaux, services) et du retrait des marchandises ne répondant pas aux normes et aux exigences de sécurité relève, en vertu de la Loi sur la protection des droits des consommateurs (article 5), de Statespozhyvzakhyt (organisme d'Etat de la protection des consommateurs) et de ses organes.

Question 8

A quel organe peuvent être adressées les plaintes?

Réponse:

Les plaintes concernant les décisions des organes exécutifs de l'Etat qui assurent la protection des droits des consommateurs et de leurs fonctionnaires, ainsi que les actes de ces personnes, sont examinées conformément à la procédure établie par la législation.

L'article 40 du chapitre 11 de la Constitution de l'Ukraine, adoptée à la cinquième session du Conseil suprême, le 28 juin 1996, dispose ce qui suit: "Chacun a le droit de présenter des requêtes individuelles ou collectives, ou de s'adresser personnellement aux organes du pouvoir d'Etat ou aux organes autonomes locaux, et à leurs responsables et représentants, lesquels sont autorisés à examiner les requêtes et à fournir des réponses motivées dans le délai établi par la loi".

Question 9

Qui peut déposer une plainte?

Réponse:

Voir la réponse à la question 8.

Question 10

Quelle est l'instance d'appel la plus élevée?

Réponse:

Voir la réponse à la question 8.

Normes

Question 11

Veillez fournir davantage de renseignements sur "*la procédure générale d'élaboration, de négociation, d'adoption, de publication et d'application de normes*" mentionnée à la page 2 du document WT/ACC/UKR/23.

Réponse:

Les normes nationales dans le cadre du système national de normalisation de l'Ukraine qui établit les prescriptions concernant l'organisation des travaux de normalisation, la procédure d'élaboration, de coordination, d'approbation, de publication et de mise en oeuvre des normes et règlements techniques ont été harmonisées avec les prescriptions de l'ISO et de la CEI. En particulier, les procédures d'élaboration des normes nationales sont établies dans la norme ukrainienne DSTU 1.2 intitulée "Système national de normalisation de l'Ukraine. Procédure d'élaboration des normes nationales", qui reprend dans l'ensemble les lignes directrices ISO/CEI (Partie 1. Procédures relatives aux travaux techniques. Principales dispositions).

Les comités techniques de normalisation et d'autres organismes ayant les capacités scientifiques et techniques voulues dans le domaine considéré procèdent à l'élaboration et à la révision systématique des normes nationales ukrainiennes.

Pendant la phase préliminaire de l'élaboration des normes, les comités techniques examinent les demandes et propositions motivées concernant l'élaboration de normes.

Sur la base de cet examen, le comité technique prend une décision à sa réunion concernant un nouveau sujet d'étude. Une fois acceptée la proposition, la question est inscrite au programme de travail du comité ou du sous-comité technique et incluse dans le plan national de normalisation de l'Ukraine. Ce plan est établi par le Comité de la normalisation, de la métrologie et de la certification (le Derzhstandard de l'Ukraine).

Le plan de normalisation régit chaque étape du projet:

- élaboration de la première version du projet;
- distribution de la première version pour commentaires et questions;

- distribution de la version finale du projet de norme;
- présentation de la norme aux fins d'approbation.

Après avoir inclus une proposition d'élaboration de norme dans le plan de normalisation, le comité technique nomme un chef de projet qui prépare le travail technique d'élaboration de la norme et est chargé de développer le projet. Le chef de projet approuve le travail technique. En règle générale, un groupe de travail est créé pour l'élaboration du projet de norme, sous la direction du chef de projet.

Le groupe de travail prépare la première version du projet de norme. La distribution de la première version du projet de norme aux fins d'approbation par les membres du comité technique et d'autres parties intéressées (y compris des représentants des consommateurs et des organismes d'inspection d'Etat) marque la fin de la phase préparatoire de l'élaboration de la norme.

L'étape suivante est l'élaboration de la version finale du projet de norme. Conformément aux lignes directrices ISO/CEI, partie 1, le projet est envoyé pour consultation à des organismes qui doivent envoyer leur réponse au comité technique au plus tard un mois après avoir reçu le projet de norme. Le comité technique étudie les réponses reçues et en fait un résumé. Sur la base des observations et des propositions figurant dans le résumé, le groupe de travail complète le projet de norme. Le comité technique distribue à tous les organismes intéressés et aux membres du comité la version complétée du projet de norme ainsi que le résumé des réponses.

Les membres du comité technique et les organismes ayant reçu la version complétée du projet de norme présentent leurs conclusions dans un délai d'un mois au maximum à compter de la date de réception du projet de norme. Si des observations sont faites au sujet du projet, le comité technique les examine et apporte les corrections voulues.

Le comité technique examine ensuite le projet ainsi modifié et décide ensuite de son approbation au moyen d'un vote. Les résultats du vote de chaque membre du comité technique sont consignés dans un protocole. Cette étape prend fin lorsque la norme est soumise au Derzhstandard aux fins d'approbation.

Le Derzhstandard organise un examen du projet de norme auquel sont invités des scientifiques et des spécialistes renommés, ainsi que des membres des comités techniques et des organismes scientifiques et de recherche. Sur la base de cet examen, le Derzhstandard approuve ou refuse le projet de norme.

Le Derzhstandard approuve la norme par un décret. La date d'entrée en vigueur de la norme est fixée lors de l'approbation de cette dernière en tenant compte de la nécessité de prévoir un délai d'adaptation (analogue à celui qui est prescrit à l'article 2.12 de l'Accord GATT/OMC sur les obstacles techniques au commerce). Ce délai est de 60 jours aux termes de l'annexe 3 dudit accord.

En principe, les normes sont approuvées sans limitation de la période de validité. Une norme approuvée doit être enregistrée auprès du Derzhstandard. Des informations sur le programme de travail sont publiées tous les six mois. Les normes approuvées et enregistrées sont publiées tous les mois dans les publications officielles du Derzhstandard.

Les services d'édition du Derzhstandard publient la norme en ukrainien et la diffusent.

Un contrôle des normes est effectué au moins une fois tous les cinq ans par le comité ou le sous-comité technique qui les a élaborées. La révision d'une norme se déroule selon les mêmes étapes que l'élaboration d'une nouvelle norme.

Les normes nationales publiées peuvent être modifiées par la publication de modifications, en particulier en ce qui concerne les normes établies sur la base de normes internationales ou de normes d'un autre pays. Des amendements sont systématiquement apportés en cas de modification de ces deux dernières catégories de normes.

Question 12

Veuillez indiquer l'état d'avancement de l'harmonisation des normes nationales (essentiellement les normes russes GOST) avec les normes internationales. Parmi les normes pleinement appliquées en Ukraine, combien sont conformes aux normes internationales? Quels secteurs ont priorité dans ces travaux d'harmonisation? Quel est le calendrier prévu?

Réponse:

Les normes russes (GOST R) ne sont pas valables en Ukraine. Le nombre total de normes harmonisées avec les normes internationales est d'environ 5 000 et elles sont en vigueur en Ukraine.

Au 1er janvier 1996, 1 608 normes nationales DSTU (dont 60 pour cent étaient harmonisées avec les normes internationales) et environ 20 000 normes de l'ex-Union soviétique (GOST) (dont 4 000 étaient harmonisées avec les normes internationales) étaient en vigueur en Ukraine.

L'élaboration et l'amélioration des normes ukrainiennes et leur harmonisation avec les prescriptions des normes internationales se déroulent comme suit:

- i) application directe de normes internationales au moyen de normes nationales ukrainiennes;
- ii) élaboration de nouvelles normes nationales ukrainiennes harmonisées avec les normes internationales pour remplacer les normes GOST de l'ex-Union soviétique conformément au plan national de normalisation. Le Derzhstandard établit ce plan en se fondant sur les propositions du comité technique, des ministères et des départements concernés et en tenant compte des tâches qui incombent à l'Ukraine en vue de son accession à l'OMC;
- iii) application des nouvelles normes inter-Etats de la CEI (pour remplacer les normes GOST de l'ex-URSS) harmonisées avec les normes internationales sous la direction du Conseil euro-asiatique de normalisation (EASC). L'ISO a reconnu ce conseil comme organisation régionale de normalisation pour 12 pays de la CEI (onze d'entre eux ont fait une demande d'accession à l'OMC). L'application de ces normes se fait conformément aux plans de normalisation inter-Etats. Elles seront en vigueur sur tout le territoire de la CEI. L'EASC a adopté 429 normes inter-Etats en 1996, dont 122 ont été élaborées par l'Ukraine. Une grande partie d'entre elles ont été harmonisées avec les normes internationales.

Dans les plans de normalisation de l'Ukraine, la priorité est donnée à l'élaboration et à l'application de normes comportant des prescriptions relatives aux caractéristiques opérationnelles des produits et aux normes concernant les systèmes qualité.

Question 13

Veuillez expliquer les motifs de l'utilisation de normes au lieu de règlements comme principal instrument de réglementation. Comment l'Ukraine procédera-t-elle pour passer d'un système

de normes obligatoires à un système de normes facultatives afin de se conformer à la pratique internationale? Les autorités compétentes ont-elles commencé le processus législatif en vue de remplacer les normes d'application obligatoires par des règlements? Quel est le calendrier prévu?

Réponse:

Il n'y a pas de normes d'application obligatoire en Ukraine comme prévu à l'article 4 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce. Les normes en vigueur en Ukraine comprennent des prescriptions obligatoires et des recommandations prévues par la législation. Pour le moment, l'Ukraine a décidé d'harmoniser la législation (en 1996 et 1997) qui concerne la protection de la vie, de la santé et des biens des personnes et la sécurité de l'environnement avec les directives et les décisions de l'Union européenne (conformément à l'article 51 de l'Accord d'association et de coopération entre l'Ukraine et l'UE).

Question 14

Veillez fournir des renseignements sur la façon dont progresse la mise en place des structures requises par l'OMC (points d'information). Quel est le calendrier prévu?

Réponse:

Actuellement, les possibilités techniques du Centre national d'information sur les normes et la certification, membre du réseau d'information de l'ISO sur les normes (ISONET) permettent l'entrée et l'exploitation des informations suivantes:

- base de données bibliographiques sur les documents normatifs nationaux de l'Ukraine dans le domaine de la normalisation, de la métrologie et de la certification, classées selon DK 004-95 ("classement des documents normatifs") et harmonisées avec la classification internationale pour les normes (ICS);
- catalogue bibliographique électronique (en ukrainien) des normes internationales et des normes nationales d'autres pays;
- base de données informatisées concernant la certification (en ukrainien).

Question 15

Quand l'Ukraine sera-t-elle en mesure de remplir toutes les conditions énoncées dans le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes? Quels travaux préparatoires sont en cours à cet effet?

Réponse:

L'Ukraine remplit toutes les conditions énoncées dans le Code de pratique. En particulier, elle participe activement à l'élaboration des normes internationales au sein d'organisations internationales s'occupant de normalisation comme l'ISO et la CEI et participe également au réseau d'information sur les normes ISONET (adhésion du type I), etc.

Question 16

Dans le document WT/ACC/UKR/23, l'Ukraine indique que "les normes enregistrées figurent au Registre national". Quelle est l'autorité responsable de ce registre? Comment le

système fonctionne-t-il? Qui a accès aux informations contenues dans le registre? Un agent économique a-t-il le droit d'accès? Faut-il acquitter des redevances pour obtenir des extraits du registre?

Réponse:

En vertu du Décret du Conseil des ministres sur la normalisation et la certification, l'enregistrement des normes nationales, sectorielles, scientifiques et techniques relève du Derzhstandard.

Des informations concernant les documents normatifs enregistrés par le Derzhstandard sont publiées tous les mois dans la publication officielle du Derzhstandard intitulée "Normes. Index d'information" (ISSN 0205.5600) et tous les ans (en janvier cette année) dans le catalogue officiel des documents normatifs du Derzhstandard (ISSN 0208.1539).

Des informations sur les conditions techniques sont données dans un répertoire publié quatre fois par an.

Les publications susmentionnées sont vendues librement par les services de diffusion des normes aux entreprises, organismes et chefs d'entreprise, et sont payables d'avance.

Il n'est pas perçu de frais spécifiques pour fournir des informations sur les documents normatifs enregistrés.

Question 17

L'Ukraine indique dans le document WT/ACC/UKR/23 qu'"il est possible d'acheter les documents relatifs à des normes données" au Derzhstandard. Quelles sont les formalités administratives à suivre à cet effet, et quelles sont les redevances à acquitter?

Réponse:

Les normes nationales de l'Ukraine, les publications officielles du Derzhstandard et les autres publications dans le domaine de la normalisation, de la métrologie et de la certification sont diffusées par les services suivants du Derzhstandard:

- Service de diffusion des normes:
Ukraine, Kiev, 252073, Kiev-73, rue Frunze 152
Tél. (044) 435 42 70
- Service de diffusion des normes:
Ukraine, Kharkov, 310164, Kharkov-164, avenue Lénine 66
Tél. (0572) 33 35 00
- Institut ukrainien de recherche scientifique pour la normalisation, la certification et l'information:
Ukraine, Kiev, 252006, rue Gorki 174
Tél. (fax) (044) 268 70 60

Les documents normatifs peuvent être achetés au moyen de bons de commande qui sont publiés régulièrement (une fois par mois) par le Derzhstandard.

Le prix des publications concernant les normes nationales et autres publications du Derzhstandard est calculé en tenant compte du volume de la publication (nombre de pages) et il est le même pour les acheteurs ukrainiens et étrangers (à l'exclusion des frais d'expédition). Il n'est pas perçu de frais additionnels. Cette pratique est conforme au paragraphe P de l'annexe 3 de l'Accord GATT/OMC sur les obstacles techniques au commerce.

Essais et certification

Question 18

Veuillez fournir des renseignements sur les procédures de certification appliquées, les produits visés et la justification de ces procédures.

Réponse:

Les procédures de certification des produits par une tierce partie se fondent sur les règles et règlements fixés par les normes internationales et européennes compte dûment tenu des prescriptions de l'article 5 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce. En Ukraine la certification est obligatoire pour 32 groupes de produits. La raison essentielle de l'application des procédures de certification réside dans les prescriptions de la législation en vigueur visant à empêcher la vente de produits qui sont dangereux pour la vie, la santé et les biens des personnes, et pour l'environnement. Conformément au préambule et à l'article 2 de l'Accord GATT/OMC sur les obstacles techniques au commerce, ce droit appartient à chaque pays Membre du GATT/de l'OMC.

Question 19

Veuillez expliquer comment les éléments suivants de l'application pratique, en ce qui concerne les agents économiques occidentaux, de la procédure de certification ukrainienne sont conformes notamment aux prescriptions de l'Accord OTC relatives au traitement NPF et au traitement national:

- manque de clarté quant aux centres de certification agréés
- manque de clarté quant à la validité des certificats
- manque de clarté quant aux frais de certification
- manque de clarté quant au délai nécessaire à la certification
- manque de clarté quant aux motifs des essais (notamment imprécision des "essais écologiques")
- différence de traitement entre les producteurs nationaux et les producteurs étrangers, les exigences concernant la certification obligatoire et le respect des normes obligatoires étant plus rigoureuses pour les producteurs étrangers.

Réponse:

Le régime national de certification, conforme aux prescriptions de l'article 5 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce, comporte les éléments suivants:

- agrément des organismes de certification au moyen de l'accréditation dans le cadre du système national de certification (UkrCEPRO) pour une catégorie de produits donnée;
- fixation de la période de validité des certificats sur la base des résultats des procédures de certification selon la méthode choisie;

- fixation des frais et des modalités des procédures de certification conformément aux règles régissant la détermination du coût des services de certification;
- prescription exigeant que les produits soient conformes aux dispositions des textes normatifs ukrainiens en vigueur concernant la protection de la vie et de la santé des personnes en Ukraine;
- uniformité de traitement des producteurs nationaux et étrangers, uniformité des prescriptions et des règles de certification pour les produits des producteurs nationaux et étrangers.

Question 20

Veuillez fournir des informations sur les travaux en cours, le cas échéant, en vue de créer un système national d'accréditation harmonisé avec les systèmes internationaux. Quel est le système envisagé et quel est le calendrier prévu?

Réponse:

L'Ordonnance du Président de l'Ukraine n° 375/96 du 24 mai 1996 portant approbation du Règlement relatif au Comité national de normalisation prévoit la création d'un conseil national d'accréditation qui élaborera la politique dans ce domaine. Le conseil comprendra des représentants de tous les ministères et organismes publics intéressés. Les prescriptions en matière d'accréditation sont harmonisées avec les prescriptions internationales.

Question 21

Selon la législation en vigueur, l'accréditation, la certification et la surveillance après commercialisation relèvent toutes du Derzhstandart. Or, les règles internationales prescrivent une séparation de ces fonctions. Quelles mesures sont prises pour respecter cette prescription?

Réponse:

La surveillance après commercialisation est exercée en Ukraine par les organes du Comité national pour la protection des droits des consommateurs. La création du Conseil national d'accréditation permettra de répartir les fonctions d'accréditation et de certification. Le Comité national de la normalisation ne procède pas lui-même à la certification, qui est effectuée par des organismes de certification agréés.

Question 22

Quelles sont les mesures prises en vue de réduire le champ d'application excessif de la certification obligatoire et d'assurer l'application de la certification facultative?

Réponse:

La liste des produits assujettis à la certification obligatoire est établie conformément à l'article 2 de l'Accord GATT/OMC sur les obstacles techniques au commerce et à la législation en vigueur. Le système national de certification - UkrCEPRO - prévoit la certification facultative qui est effectuée à la demande du requérant par des organismes de certification agréés.

Question 23

Quelles sont les mesures prises en vue d'instituer un système de garantie de la qualité? S'efforce-t-on de résoudre le problème de l'obligation de fait de procéder à la certification de chaque expédition, par suite de l'absence de système de garantie de la qualité?

Réponse:

Des normes nationales (DSTU) pour les systèmes de contrôle de la qualité fondées sur les normes internationales ISO des séries 9000 et 10000 ont été élaborées et mises en oeuvre. Il est prévu de mettre en place des procédures pour la certification du matériel de contrôle de la qualité, y compris l'examen et la certification des installations de fabrication, la certification des systèmes qualité et le contrôle technique. Quatre organismes de certification des systèmes de contrôle de la qualité ont été agréés et fonctionnent. La procédure de certification est arrêtée en tenant dûment compte des souhaits du requérant.

Question 24

L'Ukraine envisage-t-elle de supprimer l'obligation de procéder à une nouvelle certification pour toute modification d'un produit, même lorsque la modification n'affecte pas la conformité aux normes? Dans la négative, veuillez expliquer les raisons du maintien de cette obligation.

Réponse:

S'il est prouvé qu'une modification n'influe pas sur la qualité, une nouvelle certification n'est pas requise. En outre, conformément à l'article 6 de l'Accord GATT/OMC sur les obstacles techniques au commerce, l'Ukraine a proposé à plus de 40 pays, y compris les pays membres de l'UE, de conclure des accords bilatéraux sur la reconnaissance mutuelle des résultats des procédures d'évaluation de la conformité, ce qui simplifiera considérablement les procédures de certification et supprimera la nécessité d'effectuer une nouvelle certification.

Question 25

L'Ukraine pourrait-elle expliquer la raison de l'introduction de la certification obligatoire sans délai suffisant pour achever le processus de certification (en 1996 la certification obligatoire a été instituée pour les engrais avec effet immédiat alors que la procédure normale dure cinq ans), ce qui conduit dans la pratique à exclure temporairement le produit en cause du marché? Est-il prévu d'instituer la certification obligatoire dans d'autres secteurs ou pour d'autres produits?

Réponse:

Il n'a pas été institué de certification obligatoire des engrais en Ukraine. Nous ne savons pas quel document indique que la procédure de certification obligatoire dure cinq ans. Conformément à l'article 5.6 de l'Accord GATT/OMC sur les obstacles techniques au commerce, des informations sur l'adoption d'une procédure de certification obligatoire en Ukraine sont publiées dès que possible et, par l'intermédiaire du Ministère des relations économiques extérieures et du commerce, sont communiquées aux autres pays. Le Comité national de la normalisation fournit des informations sur les modifications de la liste des organismes nationaux d'accréditation aux pays avec lesquels, conformément à l'article 6 de l'Accord GATT/OMC, des accords sur la reconnaissance mutuelle des résultats des procédures de certification ont été signés.

Toute nouvelle extension de la liste des produits sera faite conformément aux prescriptions de la législation en vigueur. En 1996-1997, il est prévu d'apporter à la législation en vigueur des modifications concernant la protection de la vie, de la santé et des biens des personnes, ainsi que la protection de l'environnement, afin d'harmoniser cette législation avec les directives et les résolutions de l'Union européenne.

Licences d'importation

Question 26

Nous nous félicitons de la déclaration de l'Ukraine selon laquelle elle se conformera à l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation. Veuillez indiquer si des modifications de la législation en vigueur seront nécessaires pour respecter cet engagement et, dans l'affirmative, la teneur de ces modifications. Combien de temps faudra-t-il pour apporter les modifications nécessaires, le cas échéant?

Réponse

Voir les réponses aux questions 29, 30 et 31.

Question 27

Une licence peut être refusée au motif que des marchandises sont importées "à des prix plus élevés que les prix mondiaux" (article 2.1 de la Résolution 134-a du 26 février 1996 portant approbation de la Réglementation relative à la procédure de licences d'importation en 1996). Veuillez justifier ce motif de refus de licence eu égard à l'affirmation faite par l'Ukraine dans le document WT/ACC/UKR/23 selon laquelle le régime de licences existe à seule fin d'"assurer le respect des règlements techniques, pharmacologiques, sanitaires, phytosanitaires, vétérinaires et écologiques". Quand l'Ukraine a-t-elle l'intention de supprimer cette disposition?

Réponse:

Oui, le régime de licences est mis en oeuvre dans le but d'assurer le respect des règlements techniques, pharmacologiques, sanitaires, phytosanitaires, vétérinaires et écologiques. Dans le cadre des procédures de délivrance des licences, les prix sont également pris en considération. Selon la méthode d'établissement et d'application des prix indicatifs approuvée par la Résolution du Ministère des relations économiques extérieures et du commerce n° 506 du 8 août 1996, il peut exister des écarts des prix contractuels par rapport aux prix indicatifs dus à des particularités du contrat, aux conditions et modalités de paiement, à des différences dans les normes de qualité ou à d'autres facteurs ayant une influence substantielle sur les conditions de réalisation du contrat.

En vertu de l'Ordonnance du Président de l'Ukraine n° 124/96 du 10 février 1996 sur les mesures visant à améliorer la politique des prix en matière de commerce extérieur, le Ministère des relations économiques extérieures et du commerce peut fixer des prix indicatifs pour les catégories de marchandises suivantes:

- produits qui font l'objet de mesures antidumping ou d'une enquête ou d'une procédure antidumping en Ukraine ou à l'étranger;
- produits assujettis à des procédures d'importation spéciale en vertu de l'article 19 de la Loi sur les activités économiques extérieures;

- produits assujettis à un régime de licences ou de contingents à l'exportation;
- produits exportés conformément aux procédures prévues à l'article 20 de la Loi sur les activités économiques extérieures;
- autres produits, dans le cadre des obligations internationales de l'Ukraine.

Question 28

La Résolution 134-a dispose que les demandes de licence sont vérifiées par les départements suivants du Ministère des relations économiques extérieures et du commerce:

- **Département des prix (pour vérifier que les prix correspondent au niveau général des prix en vigueur);**
- **Département des contrats (pour vérifier que les contrats d'importation sont correctement établis);**
- **Département du contrôle import/export (pour vérifier que l'exportateur étranger ne fait pas l'objet de sanctions);**
- **Département des changes et du crédit (pour vérifier les conditions de paiement).**

Veuillez expliquer pourquoi tous ces contrôles sont nécessaires alors que l'Ukraine a indiqué que le régime de licences avait pour seule fin d'"assurer le respect des règlements techniques, pharmacologiques, sanitaires, phytosanitaires, vétérinaires et écologiques".

Réponse:

La procédure d'examen des demandes par le Ministère des relations économiques extérieures et du commerce prévue dans le Règlement sur les procédures de licences d'importation en 1996 et approuvée par la Résolution dudit ministère n° 134-a du 26 février 1996 est une procédure ministérielle interne concernant la délivrance des licences d'importation qui n'est pas contraire aux dispositions de l'article 3:5 e) de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les procédures de licences d'importation.

Question 29

Il est indiqué que pour l'octroi de la licence d'importation l'Etat perçoit un montant de 0,1 pour cent du prix contractuel (réponse à la question 9), ce qui ne semble pas correspondre au principe du coût des services rendus et va donc à l'encontre des dispositions de l'article VIII du GATT de 1994. Veuillez indiquer le calendrier des mesures prévues pour remédier à cette situation.

Réponse:

Afin d'adapter la législation ukrainienne sur les licences d'importation aux dispositions des accords GATT/OMC, la Résolution du Conseil des ministres n° 893 du 2 août 1996 sur le montant des redevances d'Etat pour la délivrance des licences d'importation dispose que ces redevances s'élèveront à 15 fois le montant du revenu minimum imposable.

Question 30

Quelle est la procédure à suivre en Ukraine pour demander et obtenir une licence d'importation? (question 1, page 7)

Réponse:

La procédure de licences d'importation en Ukraine est une procédure administrative destinée à mettre en oeuvre le système de licences d'importation, qui prévoit la présentation d'une demande et d'autres documents nécessaires aux autorités nationales compétentes comme condition préalable à l'importation de marchandises sur le territoire douanier de l'Ukraine, et qui n'est pas contraire aux dispositions de l'article premier de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les procédures de licences d'importation.

Conformément à la Loi sur les activités économiques extérieures et à la Résolution n° 134-a du 26 février 1996 du Ministère des relations économiques extérieures et du commerce portant approbation du Règlement relatif aux procédures de licences d'exportation en 1996 et du Règlement relatif aux procédures de licences d'importation en 1996, les licences sont délivrées aux entités commerciales sur la base d'une demande faite conformément à la formule approuvée et publiée par ledit ministère.

Les documents suivants doivent être joints à la demande:

- lettre demandant l'octroi d'une licence et comportant des garanties au sujet du paiement des droits d'enregistrement;
- copie du contrat avec spécifications dûment certifiée par des responsables de l'entité commerciale;
- copie du certificat d'enregistrement dûment certifiée par des responsables de l'entreprise;
- accord des autorités nationales compétentes conformément à l'annexe 2 de la Résolution n° 41 du 10 janvier 1996 du Conseil des ministres sur la liste de marchandises qui font l'objet à l'exportation et à l'importation de contingents et de licences en 1996;
- attestation d'expertise des marchandises délivrée par la Chambre de commerce ou sa section régionale et indiquant le code des marchandises.

La date de la demande est la date d'enregistrement de la demande auprès du Ministère des relations économiques extérieures et du commerce ou de l'organisme agréé par ce dernier, dûment approuvée et consignée dans un registre.

Les documents concernant la délivrance d'une licence sont examinés par le Ministère des relations économiques extérieures et du commerce ou par l'organisme agréé dans les 15 jours suivant la date d'enregistrement de la demande.

Question 31

(Question 6 IX) - page 10). La réponse, qui renvoie à la réponse à la question 1, donne une description succincte de chaque régime de licences mais n'indique pas si les licences sont délivrées automatiquement. L'Ukraine pourrait-elle préciser si les licences sont délivrées automatiquement?

Réponse:

Le régime de licences d'importation en Ukraine ne prévoit pas de restrictions quantitatives, donc pas de contingents; il est automatique et il n'est pas contraire aux dispositions de l'article 3 de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur les procédures de licences d'importation, car des restrictions quantitatives ne sont appliquées à aucun pays du monde. Ainsi, les licences sont délivrées automatiquement.

Les licences d'importation sont délivrées en Ukraine conformément à la liste approuvée par la Résolution n° 41 du 26 février 1996 du Conseil des ministres, qui confirme le contrôle par l'Etat du respect des normes de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires ainsi que des dispositions de l'article XII du GATT concernant les restrictions destinées à protéger l'équilibre de la balance des paiements (en vertu du paragraphe 1, toute partie "en vue de sauvegarder sa position financière extérieure et l'équilibre de sa balance des paiements peut restreindre le volume ou la valeur des marchandises dont elle autorise l'importation", dispositions qui correspondent à celles de la Loi sur les activités économiques extérieures de l'Ukraine) et eu égard au fait que l'Ukraine reçoit actuellement une aide financière d'organisations internationales.

Evaluation en douaneQuestion 32

(Questions 2 à 4). Les réponses renvoient à la réponse à la question 1, laquelle indique que des dispositions législatives seront élaborées en 1996. Les diverses dispositions mentionnées dans les questions 2 à 4 ont-elles été mises en oeuvre? Dans la négative, quand le seront-elles?

Réponse:

En ce qui concerne l'évaluation en douane, les règles de l'Accord sur l'évaluation en douane sont incorporées au chapitre "Valeur en douane des marchandises: méthodes de définition de la valeur en douane des marchandises" du Code douanier de l'Ukraine.

Question 33

(Questions 11 et 12). La législation actuellement en vigueur en Ukraine ne satisfait pas, semble-t-il, aux prescriptions des articles 13 et 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane. L'Ukraine pourrait-elle nous fournir des précisions sur ses intentions?

Réponse:

-

Règles d'origineQuestion 34

Le deuxième paragraphe de la section intitulée "Règles d'origine de l'Ukraine" du document WT/ACC/UKR/23 qui indique quand l'ouvraison dans le pays d'exportation est jugée suffisante pour conférer l'origine aux marchandises exportées prête quelque peu à confusion. En particulier, le second alinéa dit ce qui suit: "le pourcentage de la valeur ajoutée dont le coût des marchandises n'excède pas 50 pour cent". Est-ce une erreur de traduction? Normalement, on considère que la valeur ajoutée correspondant à l'ouvraison de marchandises importées doit dépasser 50 pour

cent pour que la marchandise soit réputée originaire du pays dans lequel l'ouvrage a eu lieu (autrement dit, faut-il supprimer la négation "n'... pas" dans le texte?).

Réponse:

Oui, il s'agit effectivement d'une erreur de traduction. Le texte correct est "la valeur ajoutée n'est pas inférieure à 50 pour cent de la valeur des marchandises".

Question 35

A supposer que la valeur ajoutée dans le pays d'exportation doive être de 50 pour cent, comment est-elle calculée? Est-elle fondée sur la différence entre la valeur en douane des intrants importés et la valeur en douane de la marchandise finie exportée, ou sur les coûts de fabrication?

Réponse:

Le calcul de la valeur ajoutée est fondé sur les coûts de production.

Question 36

Le document indique aussi que pour les importations faisant l'objet de droits privilégiés (NPF), il n'est pas demandé de certificat d'origine et que le pays d'origine est déterminé sur la base des documents d'expédition et du marquage. Cela signifie-t-il que l'Ukraine exige que le pays d'origine soit marqué sur toutes les marchandises importées? Quelles sont les particularités du régime de marquage de l'Ukraine?

Réponse:

En ce qui concerne les importations faisant l'objet de droits préférentiels, le pays d'origine est déterminé par les documents de transport et le marquage si les règles d'achat et d'expédition directs sont respectées. En l'absence de certificat d'origine et si le pays d'origine ne peut pas être déterminé (documents de transport et marquage non disponibles), les taux de droits pleins sont appliqués.

En ce qui concerne le marquage en Ukraine, en vertu de la Résolution du Conseil des ministres du 29 mai 1996 les agents économiques devront, à compter du 1er janvier 1997, apposer sur les marchandises produites ou vendues en Ukraine des marques indiquant les codes barres FAN, conformément à la réglementation en la matière.